

Avenant n° 01 du 12 février 2025
à l'avenant n° 05-24 du 7 novembre 2024
relatif à l'emploi des personnes en situation de handicap

NOR : ASET2550288M

IDCC : 1261

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

ELISFA,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

USPAOC CGT ;

CFDT FNSSSSS,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} | Cadre juridique

Le présent avenant a pour objet d'ajouter un article intitulé « Champ d'application » au sein de l'avenant n° 05-24 « L'emploi des personnes en situation de handicap » de la convention collective nationale des acteurs du lien social et familial.

Article 2 | Modification de l'avenant n° 05-24

L'avenant n° 05-24 est modifié comme suit :

« Article 10 | Champ d'application »

Le présent avenant s'applique à toutes les entreprises de la branche quel que soit leur effectif. En effet, les règles relatives aux dispositions relatives à l'emploi et au maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap, s'appliquent aux entreprises indépendamment du nombre de salariés équivalent temps plein. Il n'y a donc pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés dans le cadre d'accord type au regard du fait que :

- la branche est très majoritairement composée d'entreprises dont les effectifs sont inférieurs à 50 salariés ;

- le thème de négociation du présent avenant, à savoir “l’emploi des personnes en situation de handicap” ne peut donner lieu à des stipulations différentes selon l’effectif de l’entreprise. »

Les autres dispositions de cet avenant restent inchangées.

Article 3 | Entrée en vigueur, dépôt et extension

Le présent avenant est conclu à durée déterminée de 3 ans.

Sous réserve de ne pas faire l’objet d’une opposition majoritaire, le présent avenant entre en vigueur à compter du 1^{er} jour du mois qui suit la parution au *Journal officiel* de l’arrêté d’extension.

Il fait l’objet d’un dépôt auprès des services centraux du ministère du travail, du plein l’emploi et de l’insertion.

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-15, L. 2261-24 et L. 2261-25 du code du travail, les parties signataires en demandent l’extension. L’accord s’appliquera ainsi à l’ensemble de la branche professionnelle au premier jour du mois suivant la publication de son arrêté d’extension.

Fait au Kremlin-Bicêtre, le 12 février 2025.

(Suivent les signatures.)